

REPUBLIQUE FRANCAISE  
  
DEPARTEMENT  
DES ARDENNES

EXTRAIT DU REGISTRE  
  
DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL  
  
SYNDICAT D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT DU SUD-EST DES ARDENNES

NOMBRE DE MEMBRES

SEANCE DU 12 DECEMBRE 2025

Afférents au Comité syndical	177
En exercice	177
Dont collège des affaires communes	177
Dont Collège assainissement non collectif	143
Dont Collège assainissement collectif	2
Dont Collège eau potable	27
Date de la convocation	
9 décembre 2025	

Date d'affichage
9 décembre 2025

Objet de la Délibération

**PROTECTION  
SOCIALE  
COMPLEMENTAIRE  
RISQUE PREVOYANCE**

**VOTE :**

**POUR** : 14  
**CONTRE** : 00  
**ABSTENTIONS** : 00

**DELIBERATION  
N° 2025-39**

L'an deux mille vingt-cinq  
et le douze décembre  
à 09h00, Le Comité Syndical du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni au  
nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de :

**Monsieur Jean-Pol RICHELET, Président**

**Le Comité Syndical du 5 décembre 2025, régulièrement convoqué par courrier du 24 novembre 2025 n'ayant atteint le quorum que pour le collège Eau potable, celui-ci a été à nouveau convoqué pour le vendredi 12 décembre 2025 conformément à l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales afin de délibérer sur l'ensemble des points inscrits à l'ordre du jour.**

Nombre de Membres présents collège affaires communes : 13, collège assainissement non collectif : 09, collège assainissement collectif : 01, collège eau potable : 05.  
Pouvoirs : collège affaires communes : 01, collège assainissement non collectif : 01, collège assainissement collectif : 00, collège eau potable : 00

Monsieur Jackie VAILLANT est élu secrétaire de séance à l'unanimité.

**PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE RISQUE PREVOYANCE**

Vu le code général de la fonction publique relatifs à la protection sociale complémentaire, notamment ses articles L 827-1 et suivants,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu l'avis du comité social territorial du 29 juillet 2025, pris sur la base de l'article 4 du décret n°2011-1474 précité,

Vu la délibération n° 2012/15 du 14 décembre 2012 instaurant le versement d'une participation employeur du 18 € forfaitaire aux agents titulaires d'un contrat complémentaire prévoyance labellisé.

Exposé :

Les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent pour couvrir :

- Les **risques santé** : frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident,
- Les **risques prévoyance** : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou décès.

Cette participation devient obligatoire pour :

- Les **risques prévoyance** à compter du 1er janvier 2025 (montant minimal brut mensuel de 7€ par agent, selon l'article 2 du décret n°2022-581). Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur sont l'incapacité de travail et l'invalidité pour 90% du salaire net,

- Les risques santé à compter du 1er janvier 2026 (montant minimal brut mensuel de 15€ selon l'article 6 du décret n°2022-581). Les garanties minimales sont celles du « contrat responsable », complétées du « panier de soins ».

Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur doivent être proposées selon le mode de contractualisation : contrat individuel d'assurance labellisé, ou contrat collectif d'assurance à adhésion facultative - ou obligatoire - souscrit dans le cadre d'une convention de participation. Cette convention est conclue, à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence, avec un organisme d'assurance soit par l'employeur, soit par le centre de gestion du ressort de l'employeur, sur la base de la procédure déclinée dans le décret n°2011-1474.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré, Le Comité syndical décide :

- 1 de retenir la procédure de la convention de participation pour les risques prévoyance pour un effet des garanties au 1er janvier 2026.
- 2 La procédure retenue est la Participation au dispositif du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Ardennes pour permettre d'adhérer à la convention de participation et à son contrat collectif d'assurance.
- 3 de verser une participation mensuelle brute par agent à la date d'effet de la convention :
  - a. En respectant le minimum prévu à l'article 2 du décret n°2022-581,
  - b. à hauteur de 50% de leur cotisation pour les contrats des garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur à savoir l'incapacité de travail et l'invalidité pour 90% du salaire net,
  - c. Le montant de la participation ne pourra être inférieur à 18 € et ne pourra être supérieur au montant total de la cotisation de l'agent.
  - d. La participation sera confirmée par délibération prise en application de l'article 18 du décret n°2011-1474, soit au titre de la sélection de l'offre de l'organisme d'assurance,
- 4 d'autoriser le Président à effectuer tout acte en conséquence.

Fait et délibéré, les jour, mois et an ci-dessus.

**Le Président**



**Jean-Pol RICHELET**

après dépôt en Sous-Préfecture

Le : 15 décembre 2025

et publication ou notification

Du 15 décembre 2025

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens », accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

